

Introduction

Dans le monde rural, outre le revenu agricole des exploitants agricoles défini comme la valeur de leur production agricole, la diversification des activités génératrices de revenus procure aussi des revenus extra-agricoles pour les ménages. D'ailleurs la diversification des sources de revenu constitue une des caractéristiques des ménages ruraux (Yünez-Naude et Taylor, 2001). Cette stratégie découle de la pauvreté, de l'exposition des ménages aux différents risques et chocs saisonniers et de l'absence et/ou la défaillance des marchés des facteurs de production et du crédit. La diversification engendre donc, outre l'augmentation du revenu du ménage, la réduction des risques auxquels le ménage a à faire face étant donné qu'il repose sur différentes sources de revenu (Lapenu et Zeller, 2000). Dans une perspective de participation à l'identification des causes de la pauvreté rurale et de formulation de politique de développement, cet article fait état de l'importance des revenus extra-agricoles pour les ménages ruraux et des liens existants entre cette variable et la pauvreté.

Pour ce faire, les données issues de l'Enquête auprès des Ménages 2001 (EPM 2001) serviront de base avec 2040 ménages en milieu rural. Cette partie portera donc sur deux sujets : les sources de revenu des ménages ruraux et les sources de revenu extra-agricole en particulier en seconde partie.

1. Les sources de revenu des ménages ruraux

a. Le revenu des ménages ruraux se subdivise en deux grandes catégories : le revenu agricole et le revenu extra-agricole. La deuxième catégorie compte pour 43% du revenu total. Ce taux augmente à mesure que le standard de vie est plus élevé.

La valeur de la production agricole des ménages englobant la quantité autoconsommée de produits, les ventes et les autres usages de la récolte compose le revenu agricole. Pour l'année culturale 2000-2001, le revenu agricole se monte à environ 400.000 ariary par ménage rural (315 USD). Les ménages ruraux les plus riches sont moins impliqués dans l'activité agricole proprement dite (34% de leur revenu total sont d'origine agricole) par rapport aux ménages les plus pauvres qui dépendent à 57% de la production agricole pour leurs revenus.

Les sources de revenu extra-agricole sont : (1) le salariat agricole ou non-agricole, incluant le revenu monétaire, les diverses allocations, indemnités et avantages ; (2) les transferts reçus par les ménages et (3) le revenu des entreprises non-agricoles (ENA). Le revenu extra-agricole moyen par ménage rural est évalué à environ 320.000 ariary (250 USD, voir Tableau 3.11).

Tableau 3.11. Sources de revenu des ménages ruraux par quintile de pauvreté en 2000-2001 (en 1000 ariary)

	National	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Revenu total	747	434	631	723	785	1 158
Revenu agricole	424	278	451	475	498	396
Revenu extra-agricole	323	156	180	248	287	763
Travail salarié	285	139	153	212	254	688
Dont...						
... Salaire	177	31	53	86	178	554
... Allocation repas	94	106	93	117	70	84
... Autres indemnités	14	13	7	8	6	51
Ménages bénéficiaires (%)	35	27	3	34	35	50
Transferts reçus	18	11	18	17	18	25
Ménages bénéficiaires (%)	20	17	19	19	22	22
Revenu des ENA	19	7	8	19	14	49
Ménages bénéficiaires (%)	20	13	19	18	20	29

Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM
*Q1 : quintile le plus pauvre ; Q5 : quintile le plus riche

Le tableau 3.11 et le graphique 3.1 montrent la répartition des revenus des ménages ruraux par quintile de pauvreté. La part du revenu extra-agricole dans le revenu total s'accroît à mesure que les ménages ont un standard de vie plus élevé : les ménages ruraux les plus pauvres ont gagné environ 160.000 ariary (126 USD) comptant pour 36% de leur revenu total dans les 12 mois précédant le passage lors de l'EPM 2001, tandis que les plus riches ont atteint un montant annuel quatre fois plus élevé.

Cette inégalité pourrait découler de la distribution des activités au niveau des riches et des pauvres : ces derniers n'ont qu'un accès limité aux activités les plus rémunératrices qui demandent plus de compétences (Lanjouw, 2001 ; Reardon et Taylor, 1996). Les emplois à salaires plus élevés sont plus à la portée des individus qui ont reçu le plus d'éducation, et qui appartiennent le plus souvent aux couches plus riches de la population.

b. Au niveau provincial, le revenu extra-agricole dépasse le revenu agricole pour la province d'Antananarivo, illustrant le développement du secteur rural non-agricole. Par contre, le niveau des revenus extra-agricoles est dérisoire par rapport au revenu agricole dans les provinces de Toliara et d'Antsiranana.

La composition de revenu total en revenu agricole et revenu extra-agricole s'explique entre autres raisons à partir de la spécialisation régionale et du développement du secteur rural non-agricole dans les provinces. Pour toutes les provinces à part celle d'Antananarivo, le revenu extra-agricole annuel par ménage dans le milieu rural est plus faible par rapport au revenu agricole (Tableau 3.12). Pour Antsiranana, Toamasina et Toliara dans une moindre mesure, les revenus agricoles prédominant étant donné la spécialisation des régions côtières dans les cultures de rente et d'exportation à plus forte valeur monétaire (vanille, café, girofle, poivre, pois du cap, sisal, coton, canne à sucre). D'autre part, le secteur rural non-agricole n'est pas développé au point de générer d'importantes sources de revenu.

Pour les Hautes-Terres, les cultures vivrières destinées aux marchés locaux et à l'autosubsistance dominant dans le secteur agricole ; d'où la plus faible valeur des revenus agricoles dans ces régions. Le revenu extra-agricole est particulièrement élevé à Antananarivo, province où le niveau de développement du secteur rural non-agricole est le plus avancé. La carte 3.4 illustre la localisation des communes où des entreprises du secteur manufacturier et agro-alimentaire existent, sans prise en compte ni de la taille, ni du statut de ces entreprises, ni de la densité par commune. Elle montre relativement à quel point la concentration de ces unités est la plus forte dans la province d'Antananarivo.

Tableau 3.12. Les sources de revenus en milieu rural par province (en 1000 ariary par ménage par an)

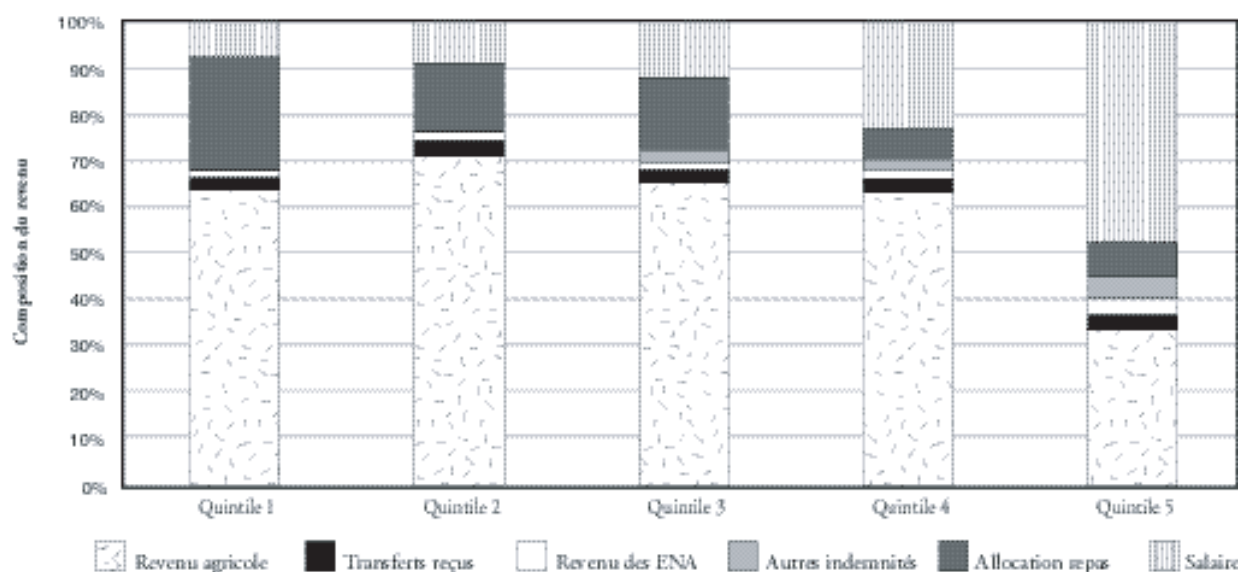
	Revenu agricole	Revenu extra-agricole	Revenu total
Antananarivo	333	586	919
Fianarantsoa	328	291	619
Toamasina	470	205	675
Mahajanga	385	264	649
Toliara	517	154	671
Antsiranana	753	187	940
Madagascar	424	323	747

Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM

2. Activités et sources de revenu extra-agricole

Pauvreté et revenus extra-agricoles sont fortement liés. Les ménages les plus pauvres se lancent plus dans le salariat, surtout agricole, tandis que les plus riches diversifient leurs activités dans les entreprises non agricoles.

Graphique 3.1. Composition du revenu annuel des ménages ruraux



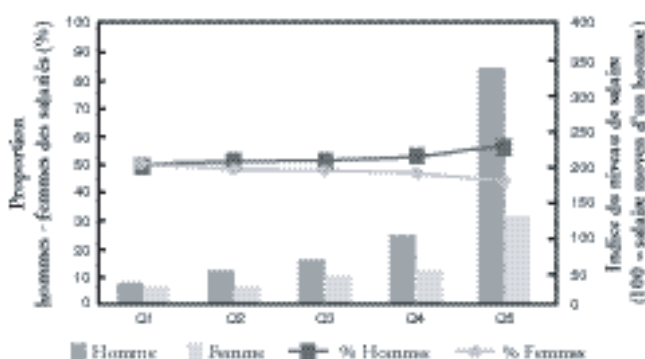
Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM Q1 : quintile le plus pauvre ; Q5 : quintile le plus riche ENA = Entreprise Non-Agricole

a. Le salariat constitue la source la plus importante de revenu extra-agricole : il forme presque 90% de ce revenu et 35% des ménages ruraux ont au moins un membre qui travaille en tant que salarié. Les groupes riches de la population gagnent dans ce type d'activité environ cinq fois plus que les groupes pauvres. Les ménages les plus riches évoluent dans les secteurs secondaires et tertiaires tandis que les plus démunis travaillent dans le secteur de l'agriculture.

A travers les quintiles de pauvreté, les revenus issus du salariat forment la plus grande part du revenu extra-agricole des ménages ruraux. Environ 30% des ménages les plus démunis ont un de leurs membres au moins travaillant comme salarié ; ce taux passe à 50% pour les ménages les plus riches (Tableau 3.11).

On constate des inégalités aussi certaines entre les quintiles. Si les ménages pauvres gagnent en moyenne 140.000 ariary par an (110 USD) à partir du salariat, les ménages les plus riches touchent autour de 680.000 ariary (535 USD). Les différences peuvent être imputées au type d'activités que chaque groupe est apte à exercer. La population la plus pauvre a surtout accès aux emplois non qualifiés, et plus particulièrement au salariat agricole. L'importance de l'allocation repas à travers les quintiles de pauvreté appuie ce constat : la valeur de l'allocation est anormalement plus élevée pour le quintile le plus pauvre (Graphique 3.1). Ce fait dénote du caractère particulier de l'emploi agricole salarié : les travailleurs reçoivent en effet une part de leur salaire en numéraire et une autre part sous forme de repas ou de produits agricoles provenant de la récolte (Minten et Randrianarison, chapitre 1.4).

Graphique 3.2. Genre et salariat en milieu rural



Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM Q1 : Quintile le plus pauvre ; Q5 : quintile le plus riche

Les femmes sont presque tout autant impliquées dans le salariat que les hommes. Toutefois, si la proportion de femmes recevant un salaire d'un emploi rémunéré s'aligne à la proportion des hommes dans le même cas pour le premier quintile en milieu rural, la proportion d'hommes augmente à mesure que le standard de vie augmente (Graphique 3.2). De plus, les femmes gagnent toujours moins que les hommes à travers les quintiles de consommation. En moyenne, une femme gagne moins de la moitié de ce qu'un homme gagne. La différence s'élargit à mesure que les ménages deviennent plus riches.

Tableau 3.13. Principal secteur d'activité pour les actifs du milieu rural : répartition par branche (%)

Secteurs	National	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Agriculture	82	92	91	87	77	50
Pêche	1	1	2	0	0	1
Élevage	3	3	2	4	3	1
Autres activités du secteur primaire	1	0	0	1	1	1
Industrie	4	2	3	2	6	12
Commerce	4	1	1	2	5	13
Autres activités du secteur tertiaire	6	1	2	4	7	22
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM *Q1 : quintile le plus pauvre ; Q5 : quintile le plus riche

En termes de secteur d'activité pour les actifs, le secteur agricole est effectivement le plus fournisseur d'emploi (Tableau 3.13). Plus de 80% des actifs dans les ménages les plus pauvres sont employés dans l'agriculture contre 50% pour les ménages les plus riches. De plus, 71% des pauvres travaillant dans l'agriculture sont dans le secteur de l'agriculture de subsistance tandis que 27% reportent être occupés dans le secteur de l'agriculture de rente (Tableau 3.14). Les groupes pauvres fourniraient ainsi la main-d'œuvre agricole non qualifiée des exploitations, main-d'œuvre dont on ne demande habituellement pas de faire preuve de qualifications ni compétences particulières et qui est assignée aux travaux liés à la production agricole.

Tableau 3.14. Situation dans l'activité principale pour la branche agriculture en milieu rural (%)

Profession	National	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche						
Agriculteurs et ouvriers qualifiés des cultures destinées aux marchés	21	17	20	21	26	26
Éleveurs et ouvriers qualifiés de l'élevage destiné aux marchés	0	0	0	0	1	0
Agriculteur et ouvriers qualifiés de polyculture et d'élevage destinés aux marchés	10	10	13	7	7	13
Agriculteurs et ouvriers de l'agriculture et de la pêche de subsistance						
Aides ménagers	65	71	65	67	58	54
Manœuvres de l'agriculture et assimilés	1	0	1	2	2	1
Ouvriers et employés non qualifiés	3	1	2	3	6	5
Ouvriers et employés non qualifiés	0	0	0	0	1	2
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM
 *Q1 : quintile le plus pauvre ; Q5 : quintile le plus riche

L'apport de l'instruction est très important quant à déterminer l'engagement d'un individu en tant que salarié dans le secteur non-agricole. En effet, les emplois dans le secteur non-agricole requièrent parfois une technicité et plus de compétences qu'on acquiert souvent à travers l'éducation formelle. On constate à partir du graphique 3,3, que plus de 75% de ceux qui ont reçu l'instruction primaire travaillent dans les secteurs traditionnels. A mesure que les secteurs se modernisent (secteur secondaire et tertiaire), la part des actifs plus instruits augmente aussi pour arriver au taux d'environ 75% des actifs de niveau universitaire évoluant dans le secteur des services.

b. Les transferts reçus par les ménages ruraux sont considérablement limités et forment environ 2,4% de leur revenu annuel. Le montant reçu augmente avec le standard de vie.

Les transferts reçus par les ménages peuvent être en numéraire ou en nature et ils ont été estimés pour les 12 mois précédant la date de passage lors de l'EPM 2001 à 18.200 ariary (15 USD) en moyenne pour un ménage rural. Le cinquième des ménages ruraux ont déclaré avoir reçu une forme quelconque de transfert durant ces 12 mois. Le montant des transferts reçus augmente à mesure que le ménage est plus riche.

En raison de la mauvaise qualité des infrastructures de transport et de communication à Madagascar, les transferts sont plus courants et sont facilités si l'envoyeur et le bénéficiaire sont proches en termes de distance (pour 55% des transferts, les deux vivent en milieu rural) et s'ils sont relativement proches des centres urbains. En effet, la population rurale à proximité des villes semble bénéficier plus des transferts par rapport aux groupes les plus éloignés. On remarque aussi que les transferts sont faits en grande partie entre personnes d'une même famille (parents, enfants, frères, sœurs,...). Les transferts provenant de l'administration sont négligeables.

c. Les entreprises non agricoles font gagner en moyenne 20.000 ariary par an (16USD) aux ménages ruraux. Les riches sont plus impliqués dans ces activités.

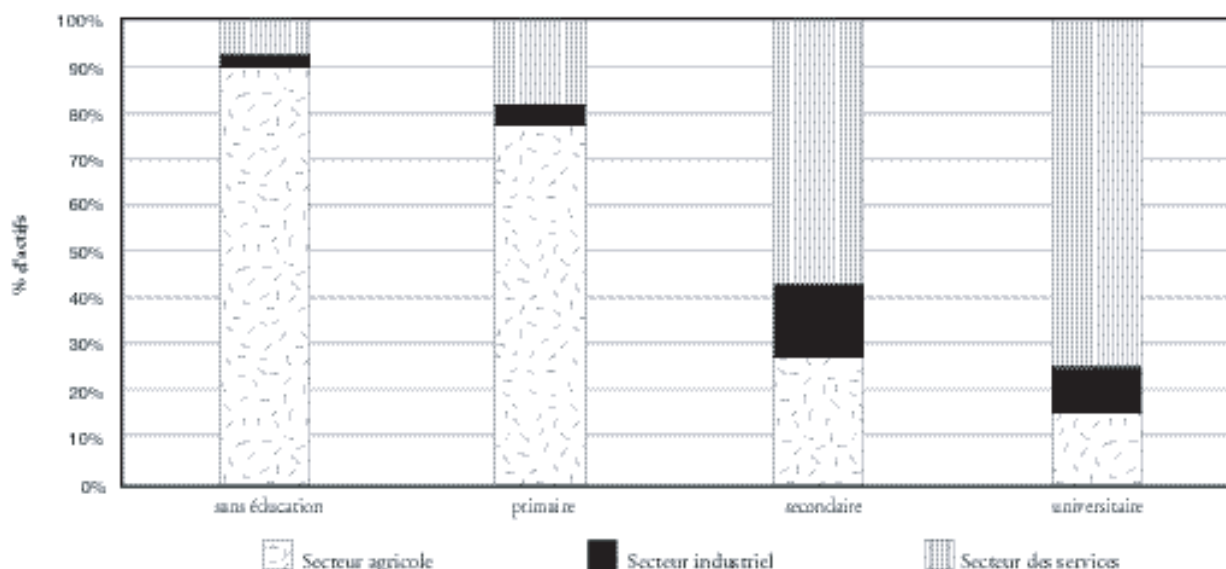
La faiblesse du secteur des entreprises non-agricoles en milieu rural se reflète à travers le faible niveau du revenu issu de ces entreprises. Dans ce secteur, les activités de service sont encore les plus développées. Le revenu des entreprises non agricoles est plus élevé pour les ménages les plus riches avec 29% des ménages qui reçoivent des revenus de ce secteur. Ils évoluent dans le commerce et dans les autres activités de service tels que le transport, la santé et l'éducation. Les plus pauvres investissent dans le secteur primaire, particulièrement la pêche.

Conclusion

Les revenus extra-agricoles constituent une source non-négligeable de revenu pour les ménages ruraux. Cependant ils sont moins importants pour les pauvres car ils diversifient plus leurs activités dans les secteurs les moins rémunérateurs. Au vu des résultats obtenus ici, si les activités non agricoles contribuent largement à faire reculer la pauvreté, les groupes les plus pauvres n'y ont qu'un accès limité. Afin que le secteur non agricole joue pleinement un rôle dans le développement du monde rural, les points suivants méritent l'attention :

- renforcement du capital humain à travers l'acquisition de connaissances pour que les groupes démunis puissent se lancer dans les activités rurales non-agricoles.
- renforcement des liens entre l'agriculture et les activités rurales non agricoles pour qu'un développement du secteur agricole ait des effets d'entraînement sur le secteur non-agricole en augmentant la demande pour des services non-agricoles.

Graphique 3.3. Pourcentage d'actifs par secteur par niveau d'instruction (% des actifs dans les Centres Urbains Secondaires et en milieu rural)



Source : Calculs sur la base de l'EPM 2001, INSTAT-DSM

- levée des barrières à l'entrée des pauvres dans ces secteurs : manque de ressources financières, de compétences et d'infrastructures. Une attention particulière doit être accordée à la mobilité de la main-d'œuvre, d'autant que la main-d'œuvre agricole salariée compose la partie la plus pauvre de la population.

- soutien au crédit pour permettre les investissements dans le secteur extra-agricole.

Si cette analyse a permis d'avoir un premier aperçu du secteur rural non agricole à Madagascar, une identification plus avancée des barrières à l'entrée des sous-secteurs en forte expansion à travers les facteurs déterminants des activités extra-agricoles et des revenus des ménages en milieu rural devrait en constituer la suite (Randrianarison, 2003).

Références bibliographiques

Glick P. (1999). "Patterns of employment and earnings in Madagascar". CFNPP Working Paper N.92. Ithaca, NY.

Fonds International de Développement Agricole (2001). La gageure de mettre fin à la pauvreté rurale. Rapport 2001 sur la pauvreté rurale.

INSTAT (2002). Notes techniques sur la construction du profil de pauvreté 2001 et l'analyse de la dynamique de la pauvreté entre 1999 – 2001. Antananarivo, Madagascar.

Lanjouw P. (2001). "Non-farm employment and poverty in rural El-Salvador". *World Development*, vol. 29(3), pp. 529-547.

Lapenu C. et M. Zeller (2000). "Non-agricultural and total incomes". In Minten B et M. Zeller, *Beyond market liberalization : Welfare, income generation and environmental sustainability in rural Madagascar*. Ashgate, Aldershot, pp. 143-166.

Reardon T. et al. (1998). *Rural non-farm income in developing countries. The State of food and agriculture*, FAO.

Yúnez-Naude A. et J.E. Taylor (2001). "The determinants of non-farm activities and incomes of rural households in Mexico, with emphasis on education". *World Development*, Vol.29(3), pp. 561-572.

Randrianarison L. (2003). "Sources de revenus et pauvreté", Antananarivo – Conférence sur le développement économique, services sociaux et pauvreté à Madagascar, Instat.